

**Assemblée générale**

Soixante-douzième session

Documents officiels

Distr. générale
11 juin 2018
Français
Original : anglais

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 38^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 14 mai, à 10 heures

Président : M. Tommo Monthe (Cameroun)
*Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires :* M. Ruiz Massieu

Sommaire

Point 149 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (*suite*)

Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)

Point 160 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du
maintien de la paix au Moyen-Orient

- a) Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement ;
- b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Point 136 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal
2018-2019 (*suite*)

*Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux
missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par
l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité (suite)*

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 149 de l'ordre du jour : Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (suite)

Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (A/72/648, A/72/783 et A/72/789/Add.10)

1. **M^{me} Bartsiotas** (Contrôleuse), présentant les rapports du Secrétaire général sur l'exécution du budget de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 (A/72/648) et sur le budget de la Base pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019 (A/72/783), dit que les prévisions de dépenses pour l'exercice 2018/19 s'élèvent à 87,3 millions de dollars ; ceci fait apparaître une augmentation de 7,8 % par rapport à l'exercice 2017/18, imputable principalement à l'appréciation de l'euro face au dollar des États-Unis : les prévisions de dépenses au titre du personnel recruté sur le plan national ont augmenté et le coefficient d'ajustement appliqué au traitement du personnel recruté sur le plan international a été relevé. Pendant l'exercice 2018/19, la Base continuera de fournir aux missions de maintien de la paix des services relatifs à la chaîne d'approvisionnement, à la logistique, à l'informatique et aux communications. Le Secrétaire général propose de réorganiser le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications, qui sera rebaptisé Service des technologies. Par ailleurs, le projet de budget pour l'exercice 2018/19 comporte une version révisée du concept général d'opérations relatif aux stocks pour déploiement stratégique, conformément aux recommandations du Bureau des services de contrôle interne (BSCI) (A/71/798) et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/71/836/Add.10), que l'Assemblée générale a faites siennes. On trouvera les conclusions de l'examen de ce concept à l'annexe III du rapport sur le budget de la Base pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019 (A/72/783).

2. **M. Ruiz Massieu** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif sur la question (A/72/789/Add.10), dit que celui-ci recommande une réduction globale d'environ 1,8 million de dollars du projet de budget pour l'exercice 2018/19. Il recommande de plus de ne pas approuver la réaffectation du poste P-4 de spécialiste de la gestion des marchés ni son reclassement à un poste P-5, ni la transformation de 30 emplois de temporaire en postes de la catégorie des services généraux ; il recommande également de réduire le montant des

dépenses prévues au titre des cinq rubriques suivantes : voyages, installations et infrastructures, transports terrestres, informatique et communications, et fournitures, services et matériel divers. Enfin, il recommande de nouveau que la Base de soutien logistique de Brindisi s'efforce d'adapter la taille du parc automobile pour le rendre conforme aux coefficients standard en vigueur.

3. Le Comité consultatif recommande par ailleurs que l'Assemblée générale reporte toute décision concernant le concept des opérations révisé pour les stocks pour déploiement stratégique, estimant que le Secrétaire général aurait dû présenter des renseignements plus détaillés afin de lui permettre de formuler des observations et des recommandations sur la question à l'Assemblée générale.

4. **M. Ismail** (Égypte), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe demeure convaincu qu'il faut améliorer le fonctionnement de la Base de soutien logistique de Brindisi et qu'il a pris note des recommandations du Comité des commissaires aux comptes portant sur la réaffectation des ressources, les services de coordination des vols stratégiques, la gestion des achats et des marchés, la mise hors service de Galileo et les questions environnementales. Il demandera des éclaircissements au Secrétariat à propos de la suite donnée à ces recommandations, et il examinera soigneusement la proposition visant à réorganiser et renommer le Service des technologies géospatiales, de l'informatique et des télécommunications, ainsi que l'opportunité d'en déployer les effectifs à Brindisi et à Valence. Faisant siennes la recommandation du Comité consultatif, il affirme qu'il faut faire preuve de transparence en ce qui concerne les fonctions, les ressources financières et la répartition du personnel entre ces deux lieux. Rappelant que l'Assemblée générale, dans ses résolutions 69/307 et 70/286, a prié le Secrétaire général d'élaborer un dispositif de modulation des ressources à inscrire au budget de la Base de soutien logistique de Brindisi, le Groupe regrette que ce dispositif ne concerne que l'enveloppe du Service des technologies ; il prie par ailleurs le Secrétaire général de lui fournir des précisions sur ses incidences financières.

5. Le Groupe souscrit à l'opinion du Comité consultatif selon laquelle le Secrétaire général aurait dû présenter des renseignements plus détaillés ainsi qu'une analyse approfondie du projet de concept d'opérations révisé concernant les stocks pour déploiement stratégique. Il rappelle que le Bureau des services de contrôle interne a recommandé d'envisager d'autres lieux d'entreposage de ces stocks. Il souhaite savoir quels seraient, de l'avis du Secrétariat, les obstacles à

l'entreposage des stocks dans un lieu plus proche du théâtre des opérations, et ce qui a été proposé concernant la gestion des stocks devenus obsolètes.

6. Tout en étant conscient que les fonctions de la Base de soutien logistique de Brindisi et du Centre de services régional d'Entebbe sont complémentaires, le Groupe estime que celles du Centre stratégique des opérations aériennes à Brindisi et du Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements à Entebbe manquent de clarté. Il souhaite donc se faire l'écho de la recommandation que le Comité consultatif a formulée au sujet de l'examen de la coordination entre ces deux centres et du transfert de certaines fonctions de Brindisi à Entebbe, et il suivra la question de près dans le cadre des consultations au sein de la Commission.

Point 160 de l'ordre du jour : Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient

a) **Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement** (A/72/633, A/72/633/Corr.1, A/72/719 et A/72/789/Add.2)

b) **Force intérimaire des Nations Unies au Liban** (A/72/630, A/72/776 et A/72/789/Add.5)

7. **M^{me} Bartsiotas** (Contrôleuse), présentant le rapport sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 (A/72/633 et A/72/633/Corr.1) et le projet de budget de la Force pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019 (A/72/719), dit que les prévisions de dépenses pour l'exercice 2018/19 s'élèvent à 61,8 millions de dollars. Ceci fait apparaître une augmentation de 7,3 % par rapport au budget approuvé de l'exercice 2017/18, qui tient essentiellement au déploiement en plus grand nombre de militaires et de véhicules blindés de transport de troupes dans le cadre de la réouverture progressive du quartier général de la Force dans le secteur bravo. Au cours de l'exercice 2018/19, la Force déploiera un plus grand nombre de militaires dans le secteur bravo, si la situation le permet, et elle se préparera à réoccuper certains postes d'observation et de positions nécessaires pour assurer le soutien logistique et faciliter l'accès aux itinéraires d'évacuation sanitaire secondaire. Des ressources supplémentaires ont été demandées pour un poste de spécialiste des questions d'environnement (dont le titulaire veillera à ce que l'utilisation de l'énergie et de l'eau ainsi que la gestion des déchets répondent au souci de préserver l'environnement) et deux postes d'ingénieur (dont les titulaires aideront à l'entretien et à la rénovation des installations du secteur bravo).

8. Présentant ensuite le rapport sur l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 (A/72/630), et le projet de budget de la Force pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019 (A/72/776), la Contrôleuse dit que le montant demandé pour 2018/19 s'élève à 482,8 millions de dollars, soit une diminution de 160 400 dollars par rapport au budget approuvé de l'exercice 2017/18. Les prévisions de dépenses tiennent compte des recommandations issues du bilan stratégique de la FINUL, mené en 2017 comme le Conseil de sécurité l'avait demandé dans sa résolution 2305 (2016). Les conclusions et recommandations issues de ce bilan, parmi lesquelles figurait la reconfiguration du Groupe d'intervention navale, sont récapitulées dans la lettre datée du 8 mars 2017 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2017/202).

9. Les activités de la FINUL continueront d'être axées sur le rétablissement de la paix et de la sécurité dans le sud du Liban et sur la poursuite des activités de liaison et de coordination, en particulier dans le cadre du mécanisme de coordination tripartite, l'objet étant de faire progresser l'application de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité. En outre, conformément à la résolution 2373 (2017) du Conseil, la FINUL améliorera sa visibilité dans le cadre de son mandat et dans la limite de ses moyens et rendra mieux compte des questions opérationnelles.

10. **M. Ruiz Massieu** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif sur l'exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017, et le projet de budget de la Force pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019 (A/72/789/Add.2), dit que le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale approuve le projet de budget pour l'exercice 2018/19, sous réserve d'un ajustement d'un peu plus de 50 000 dollars permettant de tenir compte des observations et recommandations qu'il a formulées concernant les taux de vacance de postes et la diminution des dépenses opérationnelles découlant de celle du montant demandé au titre de la location de véhicules. Présentant ensuite les rapports du Comité consultatif sur l'exécution du budget de la FINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017 et sur le projet de budget de la Force pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2018 au 30 juin 2019 (A/72/789/Add.5), il dit que le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale approuve le projet de budget pour l'exercice 2018/19, sous réserve

d'une réduction de 1,9 million de dollars du montant demandé, résultant des observations et recommandations qu'il a formulées concernant les taux de vacance de postes appliqués pour le personnel recruté sur le plan international et les administrateurs recrutés sur le plan national, la réaffectation et le transfert de membres du personnel ainsi que la réduction des montants demandés au titre des rubriques Installations et infrastructures, Fournitures, services et matériel divers et Voyages.

11. **M. Awad** (République arabe syrienne) dit que, comme chaque année, sa délégation se félicite du déploiement de la FNUOD et rappelle qu'elle est, depuis toujours, favorable à la Force. La République arabe syrienne continue de respecter l'Accord sur le dégagement des forces israéliennes et syriennes, cet instrument revêtant un caractère provisoire en attendant que soient appliquées les résolutions internationales prévoyant le retrait d'Israël, Puissance occupante, de tout le Golan syrien occupé jusqu'à la ligne du 4 juin 1967. La FNUOD joue certes un rôle important, mais elle ne doit pas servir de prétexte pour éviter de s'attaquer à la cause première du conflit, à savoir la non-application des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale visant à mettre fin à l'occupation. La délégation syrienne tient à réitérer que le financement de la FNUOD incombe à la partie israélienne, Puissance occupante, conformément à la résolution 1874 (S-IV) du Conseil de sécurité.

12. Les rapports du Secrétaire général décrivant la situation dans la zone de séparation doivent être neutres et dénués de toute considération d'ordre politique, et ils doivent rendre compte de l'état des choses sur le terrain sans favoriser une partie au détriment de l'autre. Or, ni le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice 2016/17 ([A/72/633](#) et [A/72/633/Corr.1](#)) ni le projet de budget pour l'exercice 2018/19 ([A/72/719](#)) ne tiennent compte du fait que la détérioration des conditions de sécurité dans le secteur bravo est due aux activités de groupes terroristes armés affiliés à l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) ou à Al-Qaïda, comme le Front el-Nosra. Il est regrettable que les auteurs de ces rapports qualifient ces groupes de « groupes armés non étatiques », faisant ainsi abstraction du fait que le Conseil de sécurité les a désignés comme étant des groupes terroristes. Israël fournit à ces groupes non seulement un soutien indirect, comme le confirme le rapport sur la FNUOD dont le Secrétaire général a saisi le Conseil de sécurité, mais aussi un appui direct, lorsqu'il porte atteinte à la souveraineté de la République arabe syrienne à chaque fois que l'Armée arabe syrienne, en coopération avec ses amis, remporte une victoire contre ces groupes. À terme, cet appui

conduit à l'intensification du conflit et à la persistance des tensions dans la zone de séparation, qui mettent en danger la vie du personnel de la FNUOD et empêchent la Force de s'acquitter de son mandat.

13. La délégation syrienne se félicite que la FNUOD ait réoccupé certaines des positions qu'elle avait abandonnées. Le Gouvernement syrien soutient résolument le redéploiement de la Force dans la zone de séparation, qui constitue une étape importante en vue du maintien de la stabilité dans cette zone, et il demande de nouveau le retour de la Force dans toutes les positions qu'elle avait quittées. La FNUOD doit respecter son mandat, qui diffère de celui des autres opérations des Nations Unies dans la région. De ce fait, les rapports relatifs à la FNUOD doivent éviter toute référence aux autres opérations. La délégation syrienne réaffirme qu'il est impératif de respecter l'Accord sur le dégagement ainsi que l'accord sur les procédures opérationnelles de base régissant les travaux de la Force en matière de coopération régionale, de pratiques de gestion, de recrutement, de création de postes et de description des tâches. À cet égard, elle prévoit de faire part, lors des consultations plénières, de ses préoccupations quant à certains postes proposés par le Secrétaire général. Elle souligne qu'il faut éviter que les opérations et le mandat de la FNUOD, d'ordre militaire, ne fassent double emploi avec les activités des autres opérations des Nations Unies dans la région qui sont d'ordre politique ou humanitaire. La situation ne doit pas être exploitée au profit d'une intensification de la coopération entre opérations des Nations Unies dans d'autres domaines sensibles, compte tenu notamment de l'instabilité de la région. Tout débordement du mandat de la FNUOD sera considéré comme une ingérence dans les affaires intérieures de la République arabe syrienne et comme une violation de l'Accord sur le dégagement et des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Le Gouvernement syrien reste attaché à l'Accord sur le dégagement et salue le rôle de la FNUOD dans la zone de séparation. Il appelle de ses vœux une paix juste et totale dans la région, conformément aux résolutions internationales pertinentes. La délégation syrienne exhorte les membres de la Commission à approuver en totalité les ressources demandées pour la FNUOD.

14. **M. Wax** (Israël), exerçant son droit de réponse, dit qu'il n'avait pas l'intention de prendre la parole mais qu'il ne saurait tolérer les affirmations et les allégations dénuées de tout fondement formulées par le représentant de la République arabe syrienne à l'encontre d'Israël. Il s'agit une fois de plus d'une tentative de politiser les débats de la Commission. Par les termes qu'il emploie, le représentant de la République arabe syrienne fait preuve d'une effronterie scandaleuse, alors même que

son pays a commis de nombreuses attaques contre son propre peuple au moyen d'armes chimiques ou non classiques. Il est regrettable que le représentant de la République arabe syrienne ne s'en tienne pas aux questions de fond dont est saisie la Commission. Il devrait se contenter, comme le fait la délégation israélienne, de faire avancer les travaux de la Commission sur le grand nombre de points abordés pendant les sessions, et non pas soulever encore et toujours les mêmes questions d'ordre politique.

15. **M. Awad** (République arabe syrienne), exerçant son droit de réponse, dit qu'il n'aurait normalement pas repris la parole mais qu'il se sent contraint de le faire compte tenu de la réaction du représentant d'Israël à sa déclaration sur la FNUOD, qui est semblable, du point de vue de la forme et du contenu, à celle faite au cours des années précédentes, et qui porte essentiellement sur les rapports du Secrétaire général. C'est bien le représentant d'Israël qui fait preuve d'effronterie lorsqu'il s'efforce de détourner l'attention des crimes commis fréquemment par son pays. L'intervenant précise qu'en sa qualité de représentant de la République arabe syrienne, il n'a pas pris position ; il a de fait, exprimé ses réflexions concernant les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ainsi que les documents de l'Organisation condamnant les agissements d'Israël. La présente séance n'est ni le lieu ni le moment d'énumérer ces agissements, mais ils sont connus de tous. L'appui fourni par Israël aux groupes terroristes est lui aussi connu de tous, comme le représentant de ce pays le saurait s'il assistait aux séances du Conseil de sécurité consacrées à la FNUOD ou s'il étudiait les rapports du Secrétaire général relatifs à la FNUOD, lesquels mentionnent explicitement l'EIL et le Front el-Nosra. Les cotes de ces documents peuvent être obtenues sans aucune difficulté. Si le représentant d'Israël n'est pas satisfait de ces rapports, c'est son affaire.

16. **M. Wax** (Israël), exerçant son droit de réponse, dit que le représentant de la République arabe syrienne, qui affirme que la présente séance n'est ni le lieu ni le moment de soulever certaines questions, vient de répéter les allégations faites dans sa première déclaration.

17. **M. Awad** (République arabe syrienne), exerçant son droit de réponse, dit qu'il n'a pas l'intention de politiser la séance de la Cinquième Commission. Ses propos n'ont été qu'une simple réflexion sur les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et il exhorte les membres de la Commission à examiner ces résolutions afin de se remémorer les crimes que perpètre Israël.

Point 136 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019 (suite)

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité (suite)

Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (A/72/7/Add.48 et A/72/371/Add.10)

18. **M^{me} Bartsiotas** (Contrôleuse), présentant le rapport du Secrétaire général sur les prévisions de dépenses révisées de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) pour 2018 (A/72/371/Add.10), dit que l'Assemblée générale, au paragraphe 41 de sa résolution 72/262, a pris note du paragraphe 17 du rapport du Comité consultatif (A/72/7/Add.15) et décidé d'autoriser le Secrétaire général à engager des dépenses d'un montant maximum de 50 millions de dollars pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2018. Les prévisions de dépenses révisées s'élèvent à 114,2 millions de dollars (montant net). Ceci correspond à une diminution nette de 3,3 millions de dollars par rapport au montant approuvé pour 2017, qui s'explique principalement par le recul des dépenses opérationnelles dû à la réduction proposée des dépenses prévues au titre des rubriques Transports aériens et Installations et infrastructures.

19. Rappelant que l'Assemblée générale avait été saisie à l'automne 2017 du projet de budget de la MANUI pour 2018 (A/72/371/Add.5), que celui-ci prévoyait des dépenses d'un montant de 110,0 millions de dollars, faisant apparaître une diminution des dépenses opérationnelles du même ordre que celle présentée pour 2018, la Contrôleuse dit que les montants demandés ont entre temps augmenté de 3,2 millions de dollars en raison principalement de la révision des hypothèses retenues concernant les dépenses au titre du personnel civil, y compris les traitements, ainsi que les dépenses communes de personnel et la prime de danger applicable au personnel recruté sur le plan international.

20. **M. Ruiz Massieu** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) présentant le rapport connexe du Comité consultatif (A/72/7/Add.48), dit que celui-ci recommande que l'Assemblée générale approuve le projet de budget, sous réserve de quelques réductions mineures au titre des dépenses de personnel, estimant que le reclassement proposé de deux postes du niveau P-4 à P-5 n'est pas justifié. Le Comité consultatif recommande également de retenir des taux de vacance proches des taux effectifs ; s'agissant des dépenses

opérationnelles, il recommande de réduire le montant des ressources demandées au titre des consultants et des communications.

21. **M. Bahr Aluloom** (Iraq) dit que le Gouvernement iraquien s'emploie à consolider la stabilité et la sécurité, à mettre en œuvre des réformes d'ordre politique, économique et social, à avancer sur la voie de la réconciliation nationale et de la cohésion sociale et à maintenir des relations équilibrées avec les autres pays de la région et du monde ainsi qu'avec l'ensemble de la communauté internationale. Dans le même temps, la MANUI a continué de prêter assistance à l'Iraq, conformément au mandat que le Conseil de sécurité lui a confié par sa résolution [2367 \(2017\)](#). Après avoir repris possession du territoire iraquien aux mains de l'EIL, le Gouvernement iraquien compte recevoir un plus grand appui de la part de la Mission, laquelle pourrait, à bien des égards, grandement contribuer à la mise en œuvre de la stratégie des Nations Unies visant à aider les autorités et la société irakiennes à maintenir la paix et à répondre aux besoins de la population. La MANUI doit de plus épauler l'exécution du programme de relèvement et de résilience de l'Organisation, lequel a pour objectif d'accroître la résilience des communautés vulnérables qui ont été confrontées au terrorisme et à l'extrémisme et de renforcer la cohésion sociale après que l'Iraq a réussi à vaincre l'EEIL avec l'aide de la communauté internationale.

22. Le Gouvernement iraquien s'efforce de faciliter les activités de la MANUI et fera tout ce qui est en son pouvoir pour veiller à ce que la Mission puisse s'acquitter, dans des conditions propices à la sécurité et la stabilité, des tâches et du mandat que lui a confiés le Conseil de sécurité, et toucher les populations concernées. Le Gouvernement est attaché aux principes du dialogue national inclusif, de la cohésion sociale et de l'unité de l'Iraq. On en voudra pour preuve qu'il a su mobiliser une volonté politique suffisamment forte et obtenir un consensus assez large parmi les responsables politiques irakiens pour entériner le cadre juridique, organisationnel et institutionnel nécessaire à la tenue des élections du 12 mai 2018 et au maintien du climat de sécurité qui a permis d'organiser des élections crédibles sur l'ensemble du territoire et avec la participation de tous les Irakiens. Afin d'atteindre les objectifs souhaités et s'acquitter des tâches qui lui sont confiées, la MANUI doit être dotée du financement voulu, et les ressources humaines dont elle dispose doivent être gérées avec efficacité. Il convient d'augmenter les ressources allouées aux activités liées à l'exécution du mandat de la Mission. Or, le montant demandé pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018 (114 195 400 dollars) a diminué de

2,8 % (soit de 3 349 800 dollars en montant net) par rapport aux ressources approuvées pour 2017. Ceci risque de mettre en péril la capacité de la Mission à exécuter son mandat dans des domaines prioritaires et ne permet pas de répondre aux besoins du peuple iraquien à l'ère de l'après-EIL, ni aux besoins humanitaires pendant la phase de reconstruction. Le Gouvernement iraquien salue la recommandation du Comité consultatif, formulée dans le rapport sur la MANUI dont il a saisi l'Assemblée générale à sa soixante et onzième session ([A/71/595/Add.5](#)), selon laquelle le Secrétaire général devrait renforcer la composante personnel recruté sur le plan national de la Mission en convertissant des postes de fonctionnaire recruté sur le plan international en postes de fonctionnaire recruté sur le plan national.

23. La délégation iraquienne remercie le Secrétariat de rendre compte des activités de la MANUI et souligne que les rapports du Secrétaire général doivent porter exclusivement sur des questions administratives et budgétaires et être dénués de toutes considérations d'ordre politique, lesquelles n'ont pas leur place dans les délibérations de la Cinquième Commission. Le Gouvernement iraquien salue l'action que le Représentant spécial du Secrétaire général et ses collaborateurs mènent à Bagdad et à New York en vue d'aider les autorités et le peuple irakiens. Enfin, il compte que les travaux de la Mission seront encadrés par un dispositif de coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies et avec les autorités irakiennes clairement défini, dans le souci de prêter secours et assistance humanitaire aux Irakiens et de réédifier des communautés solides, en particulier pendant la période de relèvement.

La séance est levée à 10 h 50.